

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Artikel 150, § 2, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, zoals gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 juli 2017, wordt aangevuld met een 10° en een 11° die als volgt luiden:

“10° de geboorte van een kleinkind, hetzij van de ambtenaar, hetzij van zijn/haar echtgenoot/echtgenote: 1 werkdag

11° de ontvangst van een kind jonger dan twee jaar geadopteerd door het kind, hetzij van de ambtenaar, hetzij van zijn/haar echtgenoot/echtgenote: 1 werkdag”.

Art. 3. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 2019.

Voor het College :

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,

F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,

C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,

D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30520]

9 MAI 2019. — Arrêté 2019/50 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires applicables aux fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment les articles 17, § 1^{er} et 22, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu le protocole n° 2019/11 du 13 mars 2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, donné le 22 mars 2019 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget, donné le 21 février 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2019/50 du Collège de la Commission communautaire française sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées du 12 février 2019 ;

Vu que le Conseil d'Etat a rayé du rôle l'examen du texte, le 6 mai 2019, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu l'information au Ministre des pensions datée du 29 mars 2019 ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française

Art. 2. Dans l'article 54 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, le § 2 est abrogé.

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Art. 3. Les articles 10 et 11 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 février 2019 relatif à la carrière des fonctionnaires de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle sont remplacés par ce qui suit :

« Art.10. Pour être promu à un grade auquel il est pourvu selon les règles de la carrière plane, le fonctionnaire doit avoir reçu la mention d'évaluation globale « positive ».

Dans le cas où le fonctionnaire a reçu la mention d'évaluation globale « moyenne » ou « négative », le bénéfice de la promotion en carrière plane lui est retardé jusqu'à l'octroi de la mention d'évaluation globale " positive ".

La promotion selon les règles de la carrière plane peut-être conditionnée au suivi avec succès d'une formation. »

Art.11. § 1^{er}. Les grades de rang 11 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 10 comptant 3 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 29 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 28 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 48.

Les grades de rang 28 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 27 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 27 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 26 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 25 sont conférés selon les règles de la carrière plane, ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 24 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visée à l'article 48.

Les grades de rang 24 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 22 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 22 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 20 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 35 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 34 comptant 3 années d'ancienneté de grade et qui satisfont à la condition de formation visées à l'article 48.

Les grades de rang 34 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 32 comptant 8 années d'ancienneté de grade.

Les grades de rang 32 sont conférés selon les règles de la carrière plane ; ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 30 comptant 4 années d'ancienneté de grade.

Art. 4. Dans le chapitre II – section 3, du même arrêté, l'article 12, § 1^{er}, est abrogé.

Art. 5. Le même article 12 du même arrêté, est intégré en dessous du titre de la sous-section 1^{re}.

Art. 6. Dans le chapitre II – section 3, du même arrêté, la sous-section 2 comportant les articles 16 à 17 est abrogée.

Art. 7. L'article 25 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 25. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 34, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 35 :

Adjoint administratif principal	Adjoint administratif chef
Adjoint de métier principal	Adjoint de métier chef

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane, sous réserve d'avoir suivi avec succès la formation visée à l'article 48 ».

Art. 8. L'article 28 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 28. Les fonctionnaires, titulaires de l'un des grades repris ci-après dans la colonne de gauche et classés au rang 24, peuvent seuls être promus au grade qui figure en regard du leur et qui est créé au rang 25 :

Assistant administratif principal	Assistant administratif chef
Assistant technique principal	Assistant technique chef

Les promotions visées par le présent article sont conférées selon les règles de la promotion en carrière plane, sous réserve d'avoir suivi avec succès la formation visée à l'article 48 ».

Art. 9. Dans l'article 48 du même arrêté, il est inséré un 3^{ème} alinéa rédigé comme suit : « Le fonctionnaire doit assurer une présence effective pendant tout le déroulement de la formation ».

Art. 10. § 1^{er}. Dans l'annexe II du présent arrêté, les lignes du tableau relatives au rang 25 sont remplacées par ce qui suit :

25	Assistant administratif chef	Un autre grade du rang 25	Non	Assistant administratif principal (R.24)	Non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaire aux conditions de formation (articles 10, 11 et 28) Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
----	------------------------------	---------------------------	-----	--	-----	--

	Assistant technique chef	Un autre grade de rang 25	Non Assistant technique principal (R.24)	Assistant technique principal (R.24)	Non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaisante aux conditions de formation (articles 10, 11 et 28) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
--	--------------------------	---------------------------	--	--------------------------------------	-----	---

§ 2. Dans l'annexe II du même arrêté, les lignes du tableau relatives au rang 35 sont remplacées par ce qui suit :

35	Adjoint administratif chef	Un autre grade du rang 35	Non	Adjoint administratif principal (R.34)	Non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaisante aux conditions de formation (articles 10, 11 et 25) Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)
	Adjoint de métier chef	Un autre grade de rang 35	Non	Adjoint de métier principal (R.34)	Non	Compter une ancienneté de grade de 3 ans, avoir une évaluation positive et satisfaisante aux conditions de formation (articles 10, 11 et 25) - Pour le changement de grade, avoir satisfait à une vérification des aptitudes professionnelles (article 18)

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 2019.

Par le Collège :

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2019/30520]

9 MEI 2019. — Besluit 2019/50 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende wijziging van verschillende regelgevende bepalingen die van toepassing zijn op de ambtenaren van het "Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle"

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, inzonderheid de artikelen 17, § 1, en 22, eerste lid;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Gelet op het protocol nr. 2019/11 van 13 maart 2019 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, gegeven op 22 maart 2019;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 21 februari 2019;

Gelet op het evaluatieverslag over de gevolgen van het besluit 2019/50 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie over de respectieve situatie van vrouwen en mannen en over de situatie van personen met een handicap van 12 februari 2019;

Aangezien de Raad van State op 6 mei 2019 het onderzoek van de tekst geschrapt heeft van de rol, overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de informatie aan de minister van Pensioenen de dato 29 maart 2019;

Op voordracht van het lid van het College belast met Openbaar Ambt en van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit artikel regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 ervan.

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 2. In artikel 54 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt § 2 opgeheven.

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Instituut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Art. 3. De artikelen 10 en 11 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 februari 2019 betreffende de loopbaan van de ambtenaren van het Instituut bruxellois francophone pour la formation professionnelle worden vervangen door wat volgt:

“Art. 10. Om bevorderd te worden tot een graad die hij kan bekomen volgens de regels van de vlakke loopbaan, moet de ambtenaar een “positieve” globale evaluatievermelding hebben behaald.

Wanneer de ambtenaar een “gemiddelde” of “negatieve” globale evaluatievermelding heeft gekregen, wordt het recht op bevordering in de vlakke loopbaan opgeschort tot hij een “positieve” globale evaluatievermelding heeft gekregen.

De bevordering volgens de regels van de vlakke loopbaan kan worden gekoppeld aan een opleiding die met succes werd afgesloten.”

Art. 11. § 1. De graden van rang 11 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 10 die 3 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 29 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 28 die 3 jaar graadanciënniteit hebben en die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48.

De graden van rang 28 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 27 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 27 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 26 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 25 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 24 die 3 jaar graadanciënniteit hebben en die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48.

De graden van rang 24 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 22 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 22 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 20 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 35 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 34 die 3 jaar graadanciënniteit hebben en die voldoen aan de opleidingsvoorwaarde bedoeld in artikel 48.

De graden van rang 34 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 32 die 8 jaar graadanciënniteit hebben.

De graden van rang 32 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan; ze zijn voorbehouden aan de ambtenaren van rang 30 die 4 jaar graadanciënniteit hebben.

Art. 4. In hoofdstuk II - afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt artikel 12, § 1, opgeheven.

Art. 5. Hetzelfde artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgenomen onder de titel van onderafdeling 1.

Art. 6. In hoofdstuk II - afdeling 3 van hetzelfde besluit wordt onderafdeling 2, die bestaat uit de artikelen 16 en 17, opgeheven.

Art. 7. Artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 25. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 34, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 35:

Eerstaanwendend administratief adjunct	Adjunct-bestuurschef
Eerstaanwendend adjunct-vakman	Hoofd adjunct-vakman

De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden toegekend volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan, mits de ambtenaren geslaagd zijn in de opleiding zoals bedoeld in artikel 48”.

Art. 8. Artikel 28 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 28. Enkel de ambtenaren die houder zijn van een van de hiernavolgende graden uit de linkerkolom en met rang 24, kunnen worden bevorderd tot de graad ertegenover van rang 25:

Eerstaanwend administratief assistent	Hoofd administratief assistent
Eerstaanwend technisch assistent	Hoofd technisch assistent

De bevorderingen bedoeld in dit artikel worden toegekend volgens de bevorderingsregels van de vlakke loopbaan, mits de ambtenaren geslaagd zijn in de opleiding zoals bedoeld in artikel 48”.

Art. 9. In artikel 48 van hetzelfde besluit wordt een 3de lid ingevoegd dat als volgt luidt: “De ambtenaar moet effectief aanwezig zijn tijdens de volledige opleiding”.

Art. 10. § 1. In bijlage II van dit besluit worden de lijnen van de tabel betreffende rang 25 vervangen door wat volgt:

25	Hoofd administratief assistent	Een andere graad van rang 25	Neen	Eerstaanwend administratief assistent (R.24)	Neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 28) Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
	Hoofd technisch assistent	Een andere graad van rang 25	Neen	Eerstaanwend technisch assistent (R.24)	Neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 28) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)

§ 2. In bijlage II van dit besluit worden de lijnen van de tabel betreffende rang 35 vervangen door wat volgt:

35	Adjunct-bestuurschef	Een andere graad van rang 35	Neen	Eerstaanwend administratief adjunct (R.34)	Neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 25) Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)
	Hoofd adjunct-vakman	Een andere graad van rang 35	Neen	Eerstaanwend adjunct-vakman (R.34)	Neen	Graadanciënniteit van 3 jaar, een positieve beoordeling kunnen aantonen en voldoen aan de opleidingsvoorwaarden (artikelen 10, 11 en 25) - Voor de wijziging van de graad, met succes de controle van de beroepsbekwaamheden hebben doorstaan (artikel 18)

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 12. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 2019.

Voor het College :

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,
F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,
C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,
D. GOSUIN

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/30518]

23 MAI 2019. — Arrêté 2019/559 du Collège de la Commission communautaire française fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, l'article 22 ;

Vu le protocole n° 2018/10 du 24 septembre 2018 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, du 22 mars 2019 ;

Vu l'avis du Comité de concertation de base du 28 mars 2019 ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 21 février 2019 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact de l'arrêté 2019/559 du Collège de la Commission communautaire française du 28 mars 2019 sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation des personnes handicapées ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

Art. 2. Le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est fixé comme suit :

Niveau 1 :

Directeur général	1
Inspecteur général (en extinction)	1
Conseiller	6
Attaché chef de service	7
Ingénieur ou ingénieur principal (*)	1
Attaché ou attaché principal (*)	21

Niveau 2 + :

Assistant social ou Assistant social principal ou Assistant social en chef ou Premier assistant social (*)	2
Gradué administratif/Gradué technique ou Gradué administratif principal/Gradué technique principal ou Gradué administratif chef/Gradué technique chef ou Premier gradué administratif/Premier gradué technique (*)	15

Niveau 2 :

Assistant administratif/Assistant technique ou Assistant administratif de 1 ^{ère} classe/Assistant technique de 1 ^{ère} classe ou Assistant administratif principal/Assistant technique principal ou Assistant administratif chef/Assistant technique chef (*)	34
--	----

Niveau 3 :

Adjoint administratif/Adjoint de métier ou Adjoint administratif de 1 ^{ère} classe/Adjoint de métier de 1 ^{ère} classe ou Adjoint administratif principal/Adjoint de métier principal ou Adjoint administratif chef/Adjoint de métier chef (*)	22
--	----

(*) : Application du principe de la carrière plane. »

Art. 3. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 fixant le cadre organique de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est abrogé.

Art. 4. Les Membres du Collège chargés de la Fonction publique et de la Formation professionnelle sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mai 2019.

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN